



Direction des Systèmes d'Information

Prestations de services

En application du code de la commande publique

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

MAINTENANCE DE LA SOLUTION SAP BUSINESS OBJECTS BI EDGE, ET PRESTATIONS ASSOCIEES

Procédure d'appel d'offre ouvert conformément à l'article L.2124-2
du code de la commande publique

Marché n° 2023_8

Table des matières

ARTICLE 1. Objet	3
ARTICLE 2. Procédure, technique d'achat, modalités de commande et autres caractéristiques de l'accord cadre	3
2.1. Procédure	3
2.2. Technique d'achat.....	3
2.3. Modalités de commande	3
2.4. Prestations similaires	4
2.5. Durée de l'accord cadre	4
2.6. Montants de l'accord cadre	4
2.7. Respect du droit du travail	5
2.8. Convention de preuve	5
ARTICLE 3. Pièces contractuelles	5
ARTICLE 4. Description des prestations	6
4.1. Description de l'existant	6
4.2. Caractéristiques des prestations de maintenance	6
4.3. Intervenants	6
4.4. Conduite des prestations	7
4.5. Délais de réalisation.....	7
ARTICLE 5. Réception	7
5.1. Vérification d'aptitude/ environnement de test.....	8
5.2. Vérification de service régulier/ environnement de production.....	8
5.3. Pénalités de retard.....	8
ARTICLE 6. Prix.....	9
6.1. Définition et contenu des prix de l'accord-cadre.....	9
6.2. Révision des prix de l'accord-cadre.....	9
ARTICLE 7. Modalités de règlement	10
7.1. Avance/ Acomptes	10
7.2. Service fait.....	10
7.3. Facturation.....	10
7.4. Paiement.....	11
ARTICLE 8. Assurances	11
ARTICLE 9. Résiliation	11
ARTICLE 10. Modifications relatives au titulaire de l'accord cadre	11
ARTICLE 11. Exigences minimales de maintenance.....	12
ARTICLE 12. Dérogations	12
ANNEXES.....	13

ARTICLE 1. Objet

Le présent accord cadre a pour objet la maintenance de la solution Business Objects BI Edge (ci-après désignée BO) utilisée par les différentes directions de Campus France. Ce marché comprend :

- la maintenance complète des licences d'utilisation de BO.
- la mise en œuvre de prestations ponctuelles associées (aide à la mise à jour, paramétrage, formation...).

ARTICLE 2. Procédure, technique d'achat, modalités de commande et autres caractéristiques de l'accord cadre

2.1. Procédure

La consultation est lancée selon une procédure d'appel d'offres ouvert, conformément aux dispositions de l'article L.2124-2 du code de la commande publique.

2.2. Technique d'achat

Il s'agit d'un accord-cadre conclu avec un seul opérateur économique, tel que décrit dans les articles R.2162-1 à R.2162-14 du code de la commande publique.

Par dérogation à l'article 3.7.5 du CCAG-TIC, si au terme de l'exécution de l'accord-cadre, le total des commandes de Campus France n'a pas atteint le montant minimum fixé par l'accord cadre, le titulaire a droit à une indemnité égale à la marge bénéficiaire qu'il aurait réalisée sur les prestations qui restent à exécuter pour atteindre ce minimum.

Le titulaire ne peut obtenir une telle indemnité qu'à la condition qu'il justifie le montant de sa marge bénéficiaire par tous documents utiles.

Le montant de cette indemnité ne peut dépasser les 5% de la différence entre le montant HT des prestations consommées et le montant minimum HT de l'accord-cadre.

2.3. Modalités de commande

Quel que soit le mode de commande, aucune prestation ne peut être réalisée par le titulaire s'il ne s'est vu notifier au préalable une commande.

Les prestations sont commandées par bons de commande, conformément à l'article R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

Campus France respecte les règles suivantes :

Il est précisé sur chaque bon de commande :

- Un numéro d'engagement (type E/millésime/chrono à 6 chiffres) qui vaut numéro de bon de commande,
- Le numéro de référence de l'accord cadre,
- La raison sociale du Titulaire,
- La désignation de la prestation commandée,
- La quantité de la prestation commandée,
- Le prix de la prestation,
- Le montant de la commande HT et TTC.

Pour les commandes des prestations associées, Campus France sollicite un devis du titulaire, qu'il réalise sous deux jours ouvrés à compter de la demande, en utilisant les prix unitaires au jour prévus au BPU. Campus France donne son accord sur le devis en le signant et l'accompagne également d'un bon de commande comme précédemment indiqué. Dès lors que le devis a été validé par Campus France, son montant total devient le montant de la commande. Ce montant est forfaitaire. La prestation concernée doit donc être réalisée, au prix global et forfaitaire indiqué dans le bon de commande, quel que soit le nombre de jours de travail effectivement réalisé.

La notification des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité de l'accord cadre. Campus France ne peut cependant retenir une date d'émission et une durée d'exécution de ces bons de commande telles que l'exécution de l'accord cadre se prolonge au-delà de sa date limite de validité dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

2.4. Prestations similaires

Campus France se réserve le droit de recourir, en application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, à des marchés similaires passés sans publicité ni mise en concurrence avec le titulaire, dans les formes et conditions qui y sont décrites.

2.5. Durée de l'accord cadre

L'accord cadre prend effet le 1^{er} janvier 2024 pour une durée initiale de quatre ans.

2.6. Montants de l'accord cadre

Les montants pour la durée de l'accord cadre (soit quatre ans) sont les suivants :

Montant minimum : 25 000 € HT

Montant maximum : 200 000 € HT

2.7. Respect du droit du travail

En application de l'article D.8222-5 du code du travail, tous les six mois et jusqu'à la fin de l'accord-cadre, le titulaire doit transmettre :

1° Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L.243-15 du code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois ;

2° Lorsque l'immatriculation du titulaire au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
- b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- d) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

En application de l'article L.8222-6 du Code du travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du travail, Campus France enjoint aussitôt le titulaire de faire cesser sans délai cette situation.

Le titulaire ainsi mis en demeure apporte à Campus France, dans un délai de deux mois, la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le présent accord cadre peut être résilié par Campus France sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

2.8. Convention de preuve

Les courriels et les fax reçoivent dans le cadre du marché la même force probante que l'écrit papier. Le titulaire est réputé avoir réceptionné un courriel une heure après son envoi par le représentant de Campus France.

ARTICLE 3. Pièces contractuelles

Les pièces constitutives de l'accord cadre sont, par ordre de priorité :

- 1. l'acte d'engagement et son annexe 1 le bordereau des prix ;
- 2. le présent cahier des clauses particulières (CCP) ;
- 3. Le Cahier des Clauses Administratives Générales des Technologies de l'Information et de la Communication (CCAG-TIC). Le CCAG-TIC bien que non joint est réputé connu des parties au présent contrat ;
- 4. le mémoire technique du titulaire qui doit comprendre les conditions générales de maintenance du titulaire.

ARTICLE 4. Description des prestations

4.1. Description de l'existant

Le logiciel BusinessObjects est utilisé en tant qu'outil de reporting pour interroger l'entrepôt de données.

Le parc de licences existant à maintenir est le suivant :

<u>SAP BO BI EDGE</u>
45 licences SAP BusinessObjects BI, Edge edition (user)
10 licences SAP BusinessObjects BI, Edge edition (CS)

4.2. Caractéristiques des prestations de maintenance

La maintenance se fait dans les conditions indiquées par le candidat dans son mémoire technique. A défaut d'indications par le candidat, la maintenance est réalisée dans les conditions du chapitre 6 du CCAG-TIC.

Toute fourniture de nouvelles versions de la solution suppose la fourniture de la documentation associée.

Lors de chaque nouvelle version de logiciel le titulaire doit fournir :

- Une copie de la nouvelle version du logiciel sur un support standard ou bien un lien permettant de récupérer la copie du logiciel sur un site
- Une procédure d'installation de la nouvelle version du logiciel,
- Une documentation indiquant les évolutions fonctionnelles de la nouvelle version
- Une documentation permettant d'identifier la cause des messages d'erreurs ou des dysfonctionnements
- Un dossier d'exploitation suite à un changement de version majeure impliquant une modification notable de l'architecture

4.3. Intervenants

L'interlocuteur de référence du titulaire est la Direction des Systèmes d'Information ainsi que ses représentants, le responsable du service décisionnel.

4.4. Conduite des prestations

La bonne exécution des prestations dépend essentiellement de la (des) personne(s) qui sont nommément désignées par le titulaire pour en assurer la conduite.

Par exception à l'article 3.4.3 du CCAG-TIC, si l'une ou l'autre de ces personnes ne donne pas satisfaction dans l'exercice de ses missions, Campus France en avise le titulaire par tout moyen. Celui-ci doit lui communiquer le nom et les titres de la personne qu'il propose en remplacement dans un délai de deux semaines calendaires. Le remplaçant est considéré comme accepté si Campus France ne le récuse pas dans un délai de deux semaines à compter de la réception de la communication.

Si cette personne n'est plus en mesure de remplir sa mission (maladie, démission,...) le titulaire doit en aviser immédiatement le Représentant de Campus France. Obligation est faite au titulaire de désigner un remplaçant et d'en communiquer le nom et les titres au représentant de Campus France dans un délai d'une semaine calendaire.

Le remplaçant est considéré comme accepté si Campus France ne le récuse pas dans un délai d'une semaine à compter de la réception de la communication.

Les intervenants désignés doivent correspondre à ceux dont les curriculum vitae ont été transmis avec l'offre.

Afin d'assurer une continuité dans l'exercice des prestations, le titulaire veille, dans la mesure du possible, à une transmission des connaissances du terrain de la personne remplacée à la personne remplaçante.

Pendant l'exercice de ces missions, les personnes ci-dessus désignées doivent respecter les règles d'exécution techniques de travail (notamment respect du règlement intérieur, des règles d'hygiène et de sécurité, des relations quotidiennes de travail, etc.). En dehors de ces hypothèses, le pouvoir hiérarchique et le pouvoir disciplinaire restent ceux du titulaire du marché.

4.5. Délais de réalisation

Les délais de réalisation des prestations sont précisés sur les bons de commande, dans le respect des stipulations contractuelles.

ARTICLE 5. Réception

Les opérations de réception comprennent la vérification d'aptitude et la vérification de service régulier, dans les délais indiqués aux articles 30 et suivants du CCAG TIC.

L'exploitation débute dès lors que la vérification d'aptitude est positive.

La réception est prononcée à l'issue de ces deux phases.

Campus France dispose des 2 environnements informatiques suivants :

- Test,
- Production.

5.1. Vérification d'aptitude/ environnement de test

Dans le cadre de prestations portant sur les évolutions de versions de la solution :

- 1) Le titulaire fournit à Campus France une procédure d'installation des évolutions pour application sur l'environnement de test ;
- 2) Le titulaire est éventuellement sollicité pour une prestation d'assistance à l'installation des évolutions si celle-ci s'avère complexe ;
- 3) Au travers d'un procès-verbal de vérification d'aptitude, Campus France procède à la recette de l'installation en environnement de test avant installation en environnement de production.

5.2. Vérification de service régulier/ environnement de production

Suite à la vérification d'aptitude prononcée par Campus France :

- 1) Le titulaire fournit à Campus France une procédure d'installation des évolutions pour application sur l'environnement de production ;
- 2) Le titulaire est éventuellement sollicité pour une prestation d'assistance à l'installation des évolutions si celle-ci s'avère complexe ;
- 3) Au travers d'un procès-verbal de réception, Campus France procède à la réception de l'installation en environnement de de production.

5.3. Pénalités de retard

Le titulaire encoure des pénalités de retard en cas de dépassement des délais d'exécution définis dans les bons de commande.

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai d'exécution des prestations est expiré.

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 100 ;$$

dans laquelle :

- P = le montant de la pénalité ;
- V = la valeur HT des prestations du bon de commande considéré ;
- R = le nombre de jours de retard.

ARTICLE 6. Prix

6.1. Définition et contenu des prix de l'accord-cadre

Les prix de l'accord-cadre sont unitaires.

Les prix sont réputés complets.

Ils sont exprimés hors taxe sur la valeur ajoutée.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur à la date du fait générateur.

6.2. Révision des prix de l'accord-cadre

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois précédant la signature de son acte d'engagement par le Titulaire, dit mois M_0 .

Les prix sont fermes la première année et révisibles annuellement, à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre, par l'application aux prix de l'accord-cadre P_0 de la formule suivante :

$$P = P_0 (0,15 + 0,85S/S_0).$$

Dans laquelle :

P = prix après révision,

P_0 = prix de base,

S_0 = l'indice SYNTEC au mois M_0 ,

S = le dernier indice SYNTEC connu à la date de révision.

Une fois révisés, les prix demeurent fermes pour l'année d'exécution de l'accord-cadre, jusqu'à la prochaine révision.

Pour la mise en œuvre de cette formule, l'ensemble des calculs est effectué par arrondissement au centième supérieur.

Lorsque l'indice de révision des prix a été supprimé et que la révision des prix est ainsi rendue impossible, il est fait usage, sans que la passation d'un avenant ne soit nécessaire, de l'indice de remplacement proposé par la fédération SYNTEC. Les valeurs de l'indice supprimé sont converties en valeur du nouvel indice en utilisant le coefficient de raccordement proposé par la fédération SYNTEC.

ARTICLE 7. Modalités de règlement

7.1. Avance/ Acomptes

Aucune avance n'est versée.

Le cas échéant, des demandes d'acomptes sont adressées à Campus France trimestriellement à terme échu, ramené à une fréquence mensuelle à la demande du titulaire.

7.2. Service fait

Conformément à l'article 2 de l'arrêté du 6 juin 2016 fixant la liste des dépenses des organismes publics nationaux dont le paiement peut intervenir avant service fait, les prestations de maintenance annuelle sont payées terme à échoir.

La facturation des prestations ponctuelles associées intervient à terme échu après la constatation du service fait.

7.3. Facturation

Les factures du titulaire sont des factures dématérialisées.

Outre les mentions légales, les factures du titulaire portent les indications suivantes :

- Nom et adresse du créancier,
- numéro complet du compte bancaire ou postal,
- numéro de l'accord cadre,
- numéro d'engagement valant numéro de bon de marché / de commande,
- désignation des prestations commandées
- quantité
- prix unitaires HT,
- montant total HT
- taux et montant de TVA
- montant TTC.

Elles sont transmises à Campus France par voie dématérialisée et déposées sur le Portail **Chorus Pro**.

La date certaine de réception est la date d'arrivée à l'adresse mentionnée ci-dessus. Si ces formalités de transmission ne sont pas respectées, la demande de paiement est réputée non recevable car non conforme aux spécifications de l'accord cadre. Le délai de paiement ne court qu'à compter de la réception des demandes de paiement conformes aux stipulations de l'accord cadre.

Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique.

Le paiement intervient dans un délai de 30 jours suivant la date de réception de la facture adressée par le titulaire à Campus France, sous peine d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

En complément et par application de la réglementation, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est versée au titulaire pour chaque paiement du, à titre de compensation, des frais de recouvrement. Le montant de cette indemnité est fixé à 40 euros.

7.4. Paiement

Le paiement est effectué par virement sur le compte bancaire ou postal du titulaire dont le RIB est annexé à l'acte d'engagement.

ARTICLE 8. Assurances

Le titulaire est tenu de fournir une copie des polices d'assurance suivantes, en cours de validité pour l'année considérée, conformément à l'article 9 du CCAG TIC :

- responsabilité à l'égard de Campus France et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

ARTICLE 9. Résiliation

Campus France peut résilier l'accord cadre dans les conditions prévues au chapitre 8 du CCAG TIC. Si la décision de résiliation le mentionne expressément, la prestation peut être exécutée aux frais et risques du titulaire.

Par dérogation au CCAG-TIC article 54, en cas d'inexécution par le Titulaire d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, Campus France se réserve le droit de faire exécuter la prestation par un tiers aux frais et risques du Titulaire y compris dans le cas où ce retard n'entraîne pas résiliation de l'accord cadre.

ARTICLE 10. Modifications relatives au titulaire de l'accord cadre

Le titulaire doit obligatoirement notifier à Campus France toute modification ayant pour effet de substituer à la personne morale signataire du présent accord cadre une entité juridique différente ou d'entraîner un changement de contrôle de la société. Ces modifications donnent lieu à l'établissement d'un avenant.

Les modifications n'emportant pas changement de la situation juridique de l'entreprise sont prises en compte par Campus France sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant, dès réception de l'information du changement par Campus France. Il s'agit des modifications suivantes :

- Modification du siège social.
- Modification du compte bancaire.
- Désignation d'un nouveau dirigeant non consécutive à changement de contrôle de la société.
- Changement de raison sociale n'entraînant pas la création d'une nouvelle personne morale.

ARTICLE 11. Exigences minimales de maintenance

Le titulaire précise dans son offre la garantie qu'il s'engage à assurer en cas de panne. *A minima*, l'intervention est garantie dans la journée pour identifier les raisons d'une panne grave de l'application SAP BI 4.2. (panne Grave = solution SAP BI indisponible sans raisons connues en interne chez Campus France).

Les différentes sources des solutions apportées par le titulaire sont précisées. Les solutions documentées et référencées chez SAP (SAP Notes) sont proposées en premier lieu. Le titulaire précise également dans son offre technique le délai d'envoi de ces solutions.

Le titulaire précise dans son offre les Services Packs adaptés qu'il propose aux problèmes recensés ou une montée de version pour les licences maintenues si l'obsolescence éditeur est annoncée.

Le titulaire apporte à son offre la documentation détaillée des phases de cadrage et de développement des projets DATASERVICES qu'il prévoit dans le cadre de prestation de migration de traitements de l'ancien ETL OTIC.

ARTICLE 12. Dérogations

L'article 2.2 du présent CCP déroge à l'article 3.7.5 du CCAG/TIC,
 L'article 4.4 du présent CCP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG/TIC,
 L'article 9 du présent CCP déroge à l'article 54 du CCAG/TIC

ANNEXES

Annexe 1 – Nombre de tickets supports au précédent titulaire

Année	Nb de tickets support
2015	12
2016	5
2017	3
2018	2
2019	6
2020	1
2021	5
2022	7
Total	41

Annexe 2 : Recommandations techniques pour l'infrastructure

L'environnement de test et celui de production sont identiques. Les serveurs sont des serveurs physiques avec la configuration suivante :

Carte mère : Intel Corporation 440BX Desktop Reference Platform

CPU : Intel ® Xeon ® GOLD 6140 CPU@2.30GHz * 8

OS : Windows Server Standard 2019 (64bits)

Mémoire : 36 Go

Espace disque : 249 Go

Service d'annuaire : Active Directory

SGBD (Référentiel BO) : Microsoft SQL Server 2019 (RTM) - 15.0.2000.5 (X64) Sep 24 2019 13:48:23 Copyright (C) 2019 Microsoft Corporation Enterprise Edition: Core-based Licensing (64-bit) on Windows Server 2019 Standard 10.0 <X64> (Build 17763:) (Hypervisor)